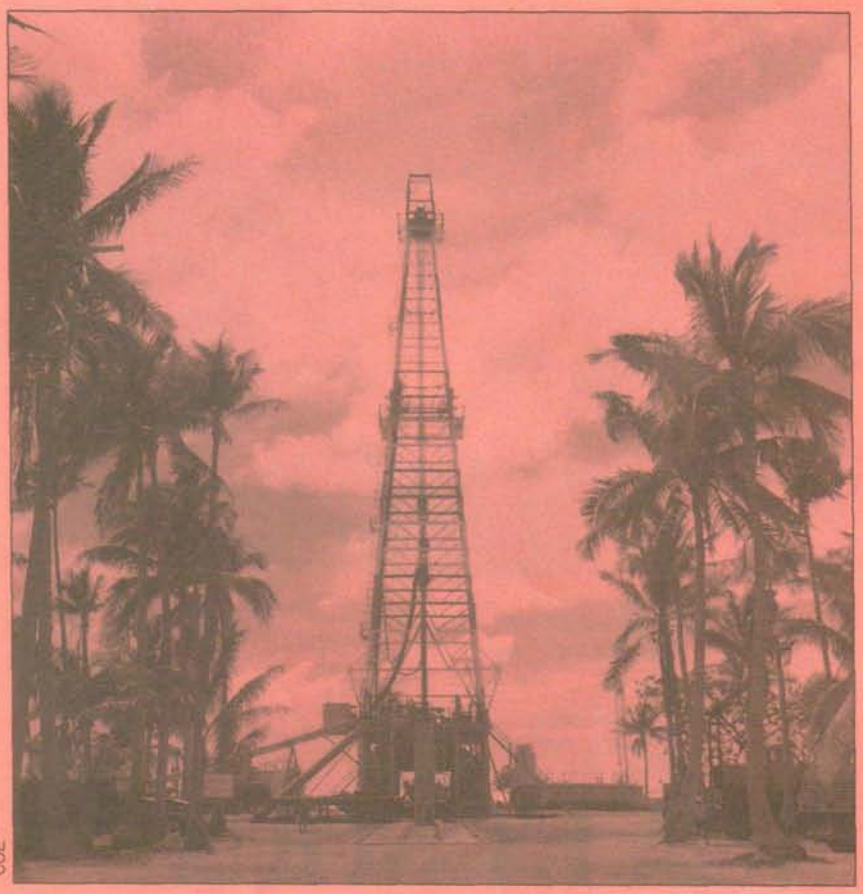
# MORUROA ET NOUS

***Expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud***

Illustration tirée de "SOS MORUROA: Les essais nucléaires français dans le Pacifique", publié par Pazific Informationstelle, Allemagne

*En 1996,* Contact 142 *annonçait que le Conseil œcuménique des Eglises (COE) participait à une étude sur les conséquences possibles des essais nucléaires français sur la santé et le bien-être des habitants de la Polynésie française. Publiée sous le titre "Moruroa et nous", cette étude est la première enquête complète et indépendante jamais menée auprès des employés du site d'essais nucléaires de Moruroa, en Polynésie française. Elle reproduit le contenu d'entretiens menés par une équipe de l'Eglise protestante de Polynésie française (Eglise évangélique) et par Hiti Tau (organisation non gouvernementale nationale). L'étude a été coordonnée par des sociologues néerlandais de l'Université de Wageningen. Ses conclusions montrent jusqu'à quel point les autorités françaises ont négligé de veiller à la protection de ceux qui travaillaient sur les sites des essais.*



COE

Centre d'expérimentation du Pacifique, Tahiti

Aujourd'hui, des anciens employés et des chercheurs demandent d'une même voix qu'une enquête médicale et scientifique soit ouverte sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie française. Quatre-vingt-dix pour cent des 737 personnes interrogées ont montré une méfiance marquée à l'égard du système de santé géré par les autorités françaises.

**Entretiens avec des anciens employés**

L'équipe chargée de mener l'enquête a interrogé des personnes qui avaient travaillé sur les sites des essais nucléaires dans le Pacifique. En effet, les employés encore sous contrat étaient liés par une clause de confidentialité qui les empêchait de s'exprimer. Les personnes interrogées ont répondu à toutes sortes de questions concernant leur recrutement, leur travail et leurs conditions de vie sur les sites nucléaires, les raisons qui les avaient conduites à accepter cet emploi, le type de tâches qui leur revenait et le système de santé auquel elles avaient accès.

*Soixante-treize pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'avaient pas été informées, au cours du processus de recrutement, qu'elles allaient travailler pour un programme d'essais nucléaires.*

Dans leurs réponses, un grand nombre d'employés ont bien précisé qu'ils n'avaient même pas été prévenus qu'ils étaient embauchés pour effectuer un travail dangereux. Soixante-treize pour cent d'entre eux ont déclaré qu'ils n'avaient pas été informés, au cours du processus de recrutement, qu'ils allaient travailler pour un programme d'essais nucléaires. De nombreux employés considèrent qu'ils n'ont pas été suffisamment informés, avant et pendant le recrutement, ni de la nature et des finalités de leur travail ni des risques auxquels ils pouvaient être exposés. Johnson, qui a travaillé pendant 20 ans au Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), a déclaré à ce propos : "On m'a demandé de travailler en zone contaminée. Je portais une tenue spéciale. Mais, quand on m'a demandé de signer mon contrat, je ne savais pas que je serais censé faire ce genre de travail. Ils ne nous l'ont jamais dit. Non, ils n'ont jamais rien expliqué."

La plupart des anciens employés interrogés ont dit qu'ils avaient accepté ce travail pour des raisons financières. Dans certains cas, ils en ont conçu un sentiment de culpabilité. Ces employés ont expliqué aux enquêteurs qu'ils s'en voulaient d'avoir nui à leur santé et à l'environnement en acceptant ce travail et qu'ils se sentaient souvent angoissés à l'idée d'avoir mis en péril leur vie et celle de leur société.

**Tenues de protection**

Quarante et un pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir travaillé dans des "zones potentiellement contaminées" et trente pour cent d'entre elles ont dit avoir travaillé sans tenue de protection. De nombreux employés étaient affiliés à l'un des syndicats. Cependant, les représentants syndicaux ne mettaient guère de zèle à surveiller les conditions de travail. De plus, ils étaient convaincus que tout était fait pour informer les employés des risques et des règles à respecter. Cependant, les syndicats ont reconnu que même eux n'étaient pas informés quand des fuites ou des accidents se produisaient.

La plupart des anciens employés interrogés ne font pas confiance au système de santé établi à leur intention sur le site. Sa principale faiblesse, à leurs yeux, est le manque de rigueur dans le système de contrôle sanitaire. Si une grande majorité (94 %) des personnes interrogées déclarent avoir subi un examen médical avant leur arrivée au site, seul 48,5% d'entre elles disent avoir été examinées à la fin de leur séjour.

**Résultats égarés ou dissimulés ?**

Un grand nombre des personnes interrogées se sont plaintes du laxisme et de l'esprit de secret qui caractérisaient le système de santé. "Il nous est arrivé de ne pas recevoir les résultats des examens

médicaux. En 1984, j'ai eu du sang dans les urines et on m'a envoyé pour être examiné à l'hôpital Jean-Prince à Papeete. J'attends toujours les résultats." Quarante-sept pour cent des travailleurs qui portaient un dosimètre destiné à mesurer la radioactivité n'ont jamais été informés des résultats de ces analyses. Beaucoup disent que, lorsqu'ils demandaient si telle ou telle maladie dont ils étaient atteints pouvait avoir un lien avec leurs activités sur le site, ils n'obtenaient pas de réponse et n'étaient pas pris au sérieux.

L'inadaptation de ces services a eu des conséquences graves sur les archives médicales. Alors que le Gouvernement français affirme qu'aucune preuve ne permet d'établir une relation entre les essais nucléaires et l'incidence de certains types de cancer en Polynésie française, les scientifiques déclarent pour leur part que, sur la base des seules statistiques officielles, il est impossible de prouver ou d'écarter de manière scientifique l'existence de cette relation.

Les autorités affirment également qu'il n'y a aucune raison de croire que les essais nucléaires ont nui à la santé des Polynésiens. Or, elles n'ont jamais relevé les données pertinentes, car elles estiment que les dépenses qu'il faudrait engager pour mettre sur pied un système de surveillance sanitaire adéquat à l'intention des anciens employés sont trop élevées par rapport à l'intérêt de ces informations. Cependant, ces coûts sont mineurs par rapport aux sommes énormes investies dans les essais nucléaires.

Les entretiens menés dans le cadre de l'enquête montrent que beaucoup des personnes interrogées craignent que les essais nucléaires aient des répercussions nuisibles sur leur santé. L'un des anciens employés est ainsi convaincu que la maladie dont il souffre est liée au travail qu'il a exercé : "Je suis malade actuellement. Le docteur m'a fait faire des analyses. Je me gratte le nez et il se met à saigner. J'ai été examiné par une femme docteur. Elle m'a demandé si j'avais travaillé à Moruroa. J'ai répondu oui. Elle m'a dit que tous les anciens travailleurs des sites avaient la même maladie, que ça vient de certains microbes. Alors j'ai répondu que c'était la contamination radioactive. J'ai vu un film fait au Japon. Après les explosions nucléaires les enfants avaient les mêmes symptômes que moi."

Style de vie traditionnel dans le Pacifique

*Quarante-sept pour cent des travailleurs qui portaient un dosimètre destiné à mesurer la radioactivité n'ont jamais été informés des résultats de ces analyses.*

Quel que soit le bien-fondé de ces affirmations et du lien qu'elles établissent entre la maladie et la contamination nucléaire, ces craintes montrent que l'information est nécessaire. Or elle fait cruellement défaut. Les auteurs de l'enquête estiment que tout conduit à penser que les experts médicaux français présents en Polynésie refusent systématiquement de répondre aux questions et aux inquiétudes des anciens employés.

Il n'est même pas possible d'obtenir ces informations d'autres sources car il n'en existe tout simplement pas. "Les autorités françaises ont toujours présenté les sites des essais comme des laboratoires scientifiques mais aucune recherche n'y est

**Des enfants employés sur les sites**

L'enquête est parvenue à une conclusion inquiétante : des enfants auraient été employés sur les sites des essais nucléaires. L'étude estime en effet que 10% des 10 000 à 15 000 Polynésiens employés depuis 1963 étaient âgés de moins de 18 ans quand ils ont commencé à travailler sur les sites. Six pour cent d'entre eux étaient âgés de 16 ans ou moins. Les autorités françaises ont démenti cette affirmation avec énergie. Cependant, les entretiens montrent que les réglementations nationales ont pu être contournées par des accords informels passés entre les parents et les chefs de district d'un côté et le CEP ou des entreprises sous-traitantes de l'autre. Ce point devrait faire l'objet d'une enquête approfondie.

Peter Williams/COE

Manifestation du COE contre les essais nucléaires dans le Pacifique en 1995

menée sur les effets à long terme que les programmes d'essais nucléaires pourraient avoir sur la santé des personnes qui y sont employées.", affirment Pieter de Vries et Han Seur, les auteurs de l'étude. "Les réponses que nous avons obtenues des anciens employés du site montrent que les autorités françaises ne se sont même pas préoccupé de relever les données pertinentes dans ce domaine."

*Des recherches épidémiologiques supplémentaires devraient être menées pour évaluer les conséquences des essais nucléaires sur la santé des populations.*

**Savoir ou oublier ?**

Le Gouvernement français a prononcé un moratoire sur les essais nucléaires dans le Pacifique en 1996. Est-ce là l'occasion de pardonner et d'oublier? Quand on leur a demandé s'il était important de garder ouvert le débat sur les conséquences possibles des essais nucléaires, 83% des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. Un pourcentage encore plus élevé d'entre elles (91,3%) a répondu que des recherches épidémiologiques supplémentaires devraient être menées pour évaluer les conséquences des essais nucléaires sur la santé des populations.

La France et le reste du monde semblent bien avoir tourné une page mais les problèmes des anciens employés et des populations polynésiennes ne sont pas résolus pour autant. Comme Bruno Barrillot l'a souligné durant l'entretien organisé par Radio Tefana en octobre 1996: "Ce serait une erreur de vouloir faire taire les inquiétudes des anciens employés alors que les vestiges bétonnés de Moruroa sont toujours là, au milieu de l'océan." Au bout de trente ans, les essais nucléaires dans le Pacifique sont aujourd'hui terminés, mais les anciens employés des sites attendent encore des réponses. Quand presque toutes les personnes interrogées se déclarent favorables à une enquête médicale indépendante, les autorités françaises devraient accepter de prendre leurs responsabilités.

Moruroa et nous : expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud, par Pieter de Vries et Han Seur, est disponible en français et en anglais au prix de FF95 /CHF25. Écrire au Conseil œcuménique des Eglises, C. P. 2100, 1211 Genève 2, SUISSE.

L'enquête a été dirigée par le Conseil œcuménique des Eglises (COE, Genève, Suisse), le Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC, Lyon, France) et le *European Centre on Pacific Issues* (ECSIEP, Zeist, Pays-Bas).

**Les archives montrent que l'existence de risques, pourtant connue, a été tenue secrète**

Selon une étude publiée en février 1998 dans l'hebdomadaire français Le Nouvel observateur, les dirigeants français savaient que les habitants de Polynésie étaient exposés à des retombées radioactives extrêmement dangereuses durant les essais nucléaires réalisés dans les années 60. Cependant, ils ont déclaré officiellement que ces tests étaient "inoffensifs". Le magazine s'appuie sur des documents de la défense qui auraient été mis sous scellé depuis.

L'étude avance que les services de sécurité chargés de surveiller la radioactivité (SMSR) ont recommandé l'évacuation des îles de Reao, de Tureia, de Pukarua et de Mangareva avant le premier essai, qui a eu lieu le 2 juillet 1966. Le SMSR estime que "les risques génétiques sont plus élevés que pour une population européenne de la même taille" à cause de l'isolement de la population concernée et du pourcentage élevé d'enfants de moins de 15 ans, de femmes enceintes et de personnes âgées en son sein. Cependant, il est simplement dit, dans les archives, que "l'hypothèse d'une évacuation était exclue pour des raisons politiques et psychologiques."

Il est également inscrit dans les archives que, trois jours après la première explosion, des tests effectués sur des laitues non lavées à Mangareva montraient des niveaux de contamination équivalents à ceux relevés sur des récoltes autour de la centrale de Tchernobyl après l'accident. Selon le magazine, aucune mesure de décontamination n'a été prise et les résidents n'ont pas été informés des risques qu'ils couraient.